

Rwanda : arrestation d'un avocat américain de l'opposante Ingabire

@rib News, 28/05/2010 â€“ Source AFPLa police rwandaise a annoncÃ© vendredi avoir arrÃªtÃ© lâ€™un des dÃ©fenseurs de lâ€™opposante Victoire Ingabire, lâ€™avocat et professeur de droit amÃ©ricain Peter Erlinder, accusÃ© de nier la rÃ©alitÃ© des Tutsi de 1994. "Il a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© ce (vendredi) matin. Il se trouve actuellement entre les mains du dÃ©partement de la police chargÃ©e des investigations criminelles", a indiquÃ© le porte-parole de la police, Eric Kayiranga.

"Il sera prÃ©sentÃ© devant un juge dans les dÃ©lais prÃ©vus par la loi (72 heures)", a-t-il poursuivi, soulignant que le juriste amÃ©ricain est accusÃ© de "nier le gÃ©nocide" des Tutsi. "C'est quelqu'un qui nie le gÃ©nocide, dans ses Ã©crits et ses discours. Pire que Ã§a, il est devenu un organisateur de nÃ©gationnistes", a pour sa part accusÃ© le procureur gÃ©nÃ©ral du Rwanda Martin Ngoga. "Si le nÃ©gationnisme (du gÃ©nocide des Tutsi) n'est pas puni dans son pays, il l'est chez nous au Rwanda. Et en venant ici, il le savait bien", a-t-il ajoutÃ©. PrÃ©sident de lâ€™Association des avocats de la dÃ©fense auprÃ©s du Tribunal pÃ©nal international pour le Rwanda (TPIR), lâ€™avocat amÃ©ricain Ã©tait arrivÃ© au Rwanda dimanche pour participer Ã la dÃ©fense de Mme Ingabire, accusÃ©e elle-mÃªme de nier le gÃ©nocide. ArrÃªtÃ©e et remise en libertÃ© conditionnelle couru avril, Mme Ingabire, candidate dÃ©clarÃ©e Ã la prÃ©sidentielle d'aoÃ»t, est prÃ©sidente des Forces dÃ©mocratiques unifiÃ©es (FDU), un parti non encore reconnu par Kigali. Elle est Ã©galement accusÃ©e de collaboration avec une organisation terroriste, d'idÃ©ologie gÃ©nocidaire et de propos "divisionnistes". Le gouvernement amÃ©ricain a reprochÃ© jeudi aux autoritÃ©s rwandaises de "prendre des actions inquiÃ©tantes" et de restreindre les libertÃ©s Ã l'approche de l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 9 aoÃ»t Ã laquelle se reprÃ©sentera le chef de l'Etat sortant Paul Kagame. "L'environnement politique Ã l'approche de l'Ã©lection a Ã©tÃ© entachÃ© d'une sÃ©rie d'actions inquiÃ©tantes prises par le gouvernement du Rwanda, qui constituent des tentatives de restreindre la libertÃ© d'expression", a affirmÃ© le secrÃ©taire d'Ã©tat adjoint aux Affaires africaines, Johnnie Carson, sur le site internet du dÃ©partement d'Etat. "En quelques mois, le gouvernement a suspendu deux journaux, annulÃ© le permis de travail et refusÃ© le visa Ã une chercheuse de Human Rights Watch, et arrÃªtÃ© (puis libÃ©rÃ© conditionnellement) la dirigeante de l'opposition Victoire Ingabire", selon les propos du diplomate tenus mardi devant une commission parlementaire Ã Washington et reproduits par le site internet.